

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 17/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRAPHOCOLOR APTAR

19 AVENUE DES VIEUX MOULINS
74000 Annecy

Références : [20240404_RAPInspAPTARAnnecy](#)
Code AIOT : 0006104534

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement GRAPHOCOLOR APTAR implanté 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy. L'inspection a été annoncée le 04/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a eu lieu suite au déversement accidentel d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales le dimanche 24 mars 2024 de 2h30 à 7h du matin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRAPHOCOLOR APTAR
- 19 AVENUE DES VIEUX MOULINS 74000 Annecy
- Code AIOT : 0006104534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GRAPHOCOLOR a été créée en janvier 1951, elle emploie entre 200 et 250 salariés. La superficie du site est de 19 000 m². GRAPHOCOLOR a pour activité l'anodisation et la coloration de toutes petites pièces et de petits bouchons en aluminium. Les bouchons sont fabriqués par emboutissage à partir de tôle d'aluminium. L'anodisation et la coloration sont réalisées dans des bains de traitement de surface d'un volume total de 155,7 m³ répartis dans deux ateliers dénommés U1U2 et U7U8 (ancien atelier U3).

Contexte de l'inspection :

- Déversement accidentel d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Chronologie de l'évènement	Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Mesures prises pour éviter un accident similaire	Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69	Demande d'action corrective	Immédiatement, d'ici la prochaine décontamination
4	Rejet d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4	Demande d'action corrective	15 jours
5	Liaisons directes entre effluents industriels et milieu récepteur / réseaux séparatifs et étanches	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.5 et 2.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le déversement accidentel d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales le 24 mars 2024 a mis en évidence plusieurs non-conformités, dont certaines conduisent l'inspection à proposer au préfet de mettre en demeure l'exploitant :

Sous 2 mois :

- d'établir les consignes décrivant les contrôles à effectuer, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions ci-dessous, et de mettre en place un registre dans

lequel seront consignées ces opérations/vérifications. L'exploitant établira la liste des alarmes critiques et des vérifications à effectuer.

Sous 3 mois :

- de rendre impossible une liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur
 - d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective du réseau de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site.
- L'exploitant produira un plan des réseaux qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des bains de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7, permettant de justifier de l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles qui listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées, et notamment pour chaque surverse identifiée.

Il est à noter que l'inspection a d'ores et déjà proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective du réseau de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site, suite à la visite réalisée le 23 avril dernier concernant le rejet accidentel d'effluent acide au niveau de l'exutoire des eaux pluviales situé à l'arrière de l'atelier U1U2. Le projet d'APMD correspondant à cette visite a été transmis à l'exploitant le 3 mai 2024 dans le cadre du contradictoire.

L'inspection a donc complété le projet d'APMD proposé suite à la visite réalisée le 23 avril 2024 pour que ce dernier intègre les mises en demeure proposées dans le présent rapport.

Cette visite d'inspection a également mis en évidence d'autres non-conformités, qui conduisent l'inspection à demander à l'exploitant de mener les actions correctives suivantes :

Immédiatement :

- Un panneau signalétique « ne pas débrancher » doit être mis en place au niveau de la prise de la pompe qui était débranchée dans la galerie des pompes, dans l'attente de la modification de la prise.

Sous 15 jours :

- L'exploitant doit estimer les flux rejetés pour les différents polluants réglementés dans l'arrêté préfectoral et également pour les polluants rejetés mais non réglementés dans l'AP. Ces éléments seront intégrés au rapport d'incident.

D'ici la prochaine décontamination :

- La révision de la procédure de nettoyage des bains doit être effective et l'exploitant doit justifier de l'étanchéité de l'ensemble du réseau qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des bains, et notamment de la fosse U7/U8. L'exploitant produira notamment un plan du réseau, et listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées.

De plus, l'exploitant formalisera sous 15 jours la chronologie détaillée de l'événement. Il expliquera le volume rejeté estimé, justifiera l'absence d'impact de cet événement sur les eaux souterraines (par exemple à l'aide de la surveillance des eaux souterraines en place sur le site en comparant les données avant et après l'événement), et modifiera en conséquence le rapport d'incident (fiche de notification d'accident du BARPI et documents associés). Ce rapport sera également mis à jour avec tous les éléments nouveaux obtenus depuis sa rédaction (analyse de l'impact sur l'Isernon,...) et

transmis de nouveau au préfet et à l'inspection.

Enfin, l'exploitant doit estimer si d'autres événements ont pu se produire pendant cette période où la sonde pH n'était plus opérationnelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Un déversement accidentel d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales a eu lieu sur le site de 2h30 à 7h du matin le dimanche 24 mars 2024. L'inspection a été prévenue de ce déversement par message téléphonique et par courriel le lundi 25 mars 2024 à 19h. La réglementation prévoit que l'inspection soit prévenue <u>dans les meilleurs délais</u> . L'inspection considère que cela n'a pas été le cas pour cet événement. L'exploitant indique que lundi matin, il n'était pas en possession de tous les éléments et qu'il n'était pas déjà en mesure d'expliquer ce qui s'était passé. Cette circonstance ne fait pas opposition à une première information immédiate suivie d'une analyse des causes. Le message téléphonique et le courriel ont été envoyés uniquement à l'inspectrice en charge du suivi du site. En cas de congés de l'inspectrice, l'inspection n'aurait pas eu connaissance de cet accident. Il est donc nécessaire d'envoyer le courriel également sur la boîte de l'unité départementale : ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr De plus, si l'inspectrice en charge du site ne réceptionne pas l'appel, il faut essayer de joindre l'adjointe de la subdivision en charge du site (Mme BUHREL au 04 50 08 09 15), puis l'accueil de l'UD au 04 50 08 09 00 (de 9 h30 à 11 h 30 et de 14 h 00 à 16 h 00 sauf le vendredi 15 h 30), en

appelant jusqu'à avoir quelqu'un en ligne.

Enfin, en synthèse, pour les exploitants ICPE non Seveso :

en heures ouvrées :

Appeler l'inspectrice en charge du site. Si l'inspectrice en charge du site ne réceptionne pas l'appel, appeler l'adjointe de la subdivision en charge du site, puis l'accueil de l'UD (de 9 h30 à 11 h 30 et de 14 h 00 à 16 h 00 sauf le vendredi 15 h 30), en appelant jusqu'à avoir quelqu'un en ligne.

Suite au contact téléphonique, il est demandé de confirmer systématiquement le signalement par courriel adressé aux deux inspectrices du site, mais également à la boîte mail du service : ud-ds.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr.

en dehors des heures ouvrées :

appel de l'astreinte du Service Interministériel de Défense et de Protection Civiles de la Préfecture (SIDPC) au 06 09 37 11 41 (qui fait le relai vers DREAL: astreinte régionale hors heures ouvrées) et adresser après le contact téléphonique, une confirmation mail à l'unité départementale de la DREAL.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Chronologie de l'événement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, **l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.**

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la chronologie de l'événement.

La fiche de notification d'accident du BARPI avait été transmise à l'inspection par courriel le lundi 25 mars vers 19h puis complétée par courriel du 27 mars, par un arbre des causes, des illustrations et le plan d'actions.

La chronologie de l'événement est la suivante: cf également le document de l'exploitant en pièces jointes du rapport.

Les bains de rinçage de l'oxydation sur la chaîne pharmaceutique U7 sont décontaminés tous les 4 à 6 semaines, toujours le week-end. La décontamination consiste à les vider, les remonter avec du

biocide et laisser agir 4h, puis les vider et les remonter avec de l'eau oxygénée, avant de les vider à nouveau, puis de remonter les baignoires de rinçage.

Ces baignoires sont vidées et dirigées par des goulottes dans la baignoire de rejet 2 (réservoir de collecte), qui permet de moduler les arrivées à la station d'épuration du site. Cette baignoire peut contenir un volume inférieur à 50 m³. Les eaux de la baignoire de rejet sont envoyées à la station par une pompe.

Les baignoires de rinçage de l'oxydation représentent environ 25 m³.

A partir d'un certain niveau atteint dans la baignoire de rejet 2 (environ 70% de son volume), il y a arrêt du déversement des baignoires.

Pendant la décontamination lancée le samedi 23 mars 2024, lors du vidage des baignoires de biocide, le niveau qui arrête le vidage des baignoires est atteint dans la baignoire de rejet 2. La pilote de la décontamination demande alors à la maintenance de forcer le remplissage puisqu'il ne lui reste plus que 5 à 6 m³ à vider. Ce forçage est une procédure possible et prévue. La maintenance est d'accord et la pilote force le remplissage de la baignoire 2 et vide les baignoires.

Lorsqu'elle souhaite plus tard vider les baignoires d'eaux oxygénées, le forçage est toujours en cours. Mais le niveau dans la baignoire de rejet qui arrête la pompe vers la station est dépassé depuis un moment et la baignoire ne s'est pas vidée (**le fonctionnement du dispositif d'arrêt de la pompe est à préciser par l'exploitant**). La vidange forcée des baignoires occasionne alors une surverse de la baignoire de rejet vers la galerie des pompes.

Dans la galerie des pompes, plusieurs barrières de sécurité existent:

- la première alarme de niveau (gyrophare et sonore) ne fonctionne pas, puisque cette dernière est coincée entre 2 tuyauteries;
- la pompe de reprise de l'eau dans la galerie ne fonctionne pas: cette dernière ayant été débranchée;
- la seconde alarme a fonctionné (affichage d'un défaut à la supervision à 0h31 et vers 1h15) mais n'a pas été vue par la pilote et par la maintenance avant 6h du matin. Le défaut ne s'affiche pas sur l'écran principal suivi par la pilote, mais sur un second écran. La maintenance ne l'a pas vu, car elle n'est pas beaucoup dans son bureau le week-end. Il est à noter que le déclenchement de cette alarme arrête le remplissage des baignoires et la production d'eaux, notamment déminéralisées, pour l'usine.

La seconde alarme n'ayant pas été vue, le niveau a continué d'augmenter dans la galerie des pompes jusqu'à passer par-dessus un muret séparant la galerie des pompes, de la zone de pompage des eaux souterraines qui affluent naturellement et inondent le bâtiment si elles ne sont pas pompées. Ces pompes envoient les eaux souterraines dans le regard d'eaux pluviales.

Ce regard d'eaux pluviales est équipé d'une sonde qui mesure en continu le PH et qui permet soit d'envoyer vers les eaux pluviales, soit vers la station pour traitement (après gonflage d'un ballon actionné manuellement). Cette sonde n'a pas fonctionné car elle était enfouie dans les gravillons.

Les eaux industrielles arrivées dans la zone de pompage des eaux souterraines ont donc été envoyées vers le réseau d'eaux pluviales.

La maintenance voit que la production d'eaux déminéralisées ne fonctionne plus sur l'usine vers 6h et en cherche la cause. La sonde pH est sortie des graviers vers 7h et mesure alors un pH de 3. Le ballon est gonflé et le déversement est arrêté.

L'exploitant estime qu'au maximum 5 m³ d'eaux industrielles ont été rejetées aux réseaux d'eaux

pluviales.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La chronologie détaillée de l'événement, présentée ci-dessus, n'a pas été formalisée par l'exploitant. L'exploitant complètera et rectifiera si nécessaire la chronologie ci-dessus, expliquera le volume estimé et modifiera en conséquence le rapport d'incident (fiche de notification d'accident du BARPI et documents associés). Ce rapport sera également mis à jour avec tous les éléments nouveaux obtenus depuis sa rédaction (analyse de l'impact sur l'Isernon, sur les eaux souterraines...) et transmis de nouveau au préfet et à l'inspection.</p> <p>L'exploitant devra estimer la période pendant laquelle la sonde pH était ensablée et si d'autres événements ont pu se produire pendant cette période.</p> <p>L'exploitant justifiera à l'aide de la surveillance des eaux souterraines, l'absence d'impact de cet événement sur les eaux souterraines. A cet effet, l'exploitant anticipera la prochaine campagne de mesures des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Mesures prises pour éviter un accident similaire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/04/2024, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les différentes mesures prises suite à l'accident pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise:</p> <p><u>Dysfonctionnement de la sonde pH:</u> Avant l'accident, la sonde pH était nettoyée et son étalonnage était vérifié une fois par mois. Suite à l'accident, depuis le 29 mars 2024, une mesure</p>

les jours dans le regard pour vérifier la concordance avec le résultat de la sonde. Un rendez-vous est prévu la semaine du 8 au 12 avril pour mettre en place une double-mesure.

pompe débranchée dans la galerie des pompes: L'exploitant a écrit sur la prise "ne pas débrancher" et va mettre en place une prise qui ne pourra plus être débranchée sans que le défaut apparaisse à la maintenance.

Lors de la visite, l'inspection a pu voir l'inscription "ne pas débrancher". Cette dernière n'est pas suffisamment visible. Un panneau signalétique doit être mis en place immédiatement, dans l'attente de la modification de la prise.

alarme de 2ème niveau non prise en compte: cette alarme a été installée sur l'écran principal de la pilote. La pilote a été formée à la prise en compte des alarmes. Cette alarme a été remontée sur les téléphones portables des techniciens de maintenance.

alarme de 1er niveau qui n'a pas fonctionné: Elle a été déplacée pour qu'elle ne puisse plus se prendre dans les tuyauteries.

forçage du remplissage de la bache de rejet: La procédure de nettoyage des baignoires est en cours de révision pour interdire le forçage du remplissage de la bache de rejet et doit décrire la nouvelle procédure à appliquer, à savoir le déversement des rinçages dans la fosse U7/U8. Cette révision de la procédure doit être effective pour la prochaine décontamination.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la pompe débranchée dans la galerie des pompes, un panneau signalétique doit être mis en place immédiatement, dans l'attente de la modification de la prise.

La révision de la procédure de nettoyage des baignoires doit être effective pour la prochaine décontamination.

L'exploitant justifiera de l'étanchéité de l'ensemble du réseau qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des baignoires, et notamment de la fosse U7/U8, d'ici la prochaine décontamination. L'exploitant produira notamment un plan du réseau, et listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : immédiatement, d'ici la prochaine décontamination

N° 4 : Rejet d'eaux industrielles dans le réseau d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 2.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de rejet des effluents

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2.4 : conditions de rejet des effluents

2.4.4 – Eaux industrielles 244.1 – Les effluents d'origine industrielle seront rejetés dans le ruisseau de l'Isernon après traitement dans la station de l'établissement.
Constats : Environ 5 m ³ d'eaux d'origine industrielle ont été rejetées directement dans le regard d'eaux pluviales. A ce titre, il n'est pas possible de garantir le respect des valeurs limites de rejet prescrites dans l'arrêté préfectoral.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant estimera dans un délai de 15 jours, les flux rejetés pour les différents polluants réglementés dans l'arrêté préfectoral, listera les autres polluants susceptibles d'avoir été rejetés (biocides) et en estimera le cas échéant les flux émis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : liaisons directes entre effluents industriels et milieu récepteur / réseaux séparatifs et étanches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.5 et 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, liaisons directes entre effluents industrielles et milieu récepteur
Prescription contrôlée : 8.1.5 : Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur. <u>ARTICLE 2.3 : Collecte des effluents liquides :</u> Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques. Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur. Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

<p>Constats :</p> <p>Pendant plusieurs heures dans la nuit du samedi au dimanche 24 mars 2024, il y a eu liaison directe entre les effluents industriels et le regard d'eaux pluviales. Il existe donc une liaison directe possible en cas de surverses successives de la bache de rejet et de la galerie des pompes, si les barrières de sécurité mises en place ne fonctionnent pas.</p> <p>Le réseau de collecte des effluents liquides n'est donc pas de type séparatif et n'est pas étanche.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de rendre impossible une liaison directe entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur • d'assurer l'étanchéité ainsi que la séparation effective du réseau de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales du site. <p>L'exploitant produira un plan des réseaux qu'emprunteront les eaux issues du nettoyage des bains de rinçage de l'oxydation de la chaîne U7 permettant de justifier de l'étanchéité du réseau de collecte des eaux industrielles qui listera toutes les barrières de sécurité et leur mode de défaillance ainsi que les procédures de vérifications associées, et notamment pour chaque surverse identifiée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2007, article 8.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8.1.8 : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.</p>

Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment :

- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité,
- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport,
- la nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation,
- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection,
- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 2.3 du présent arrêté.

L'exploitant a l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident conformément aux dispositions de l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

L'exploitant s'assure de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

Constats :

L'exploitant a déclaré réaliser les contrôles obligatoires par les entreprises extérieures, mais ne pas vérifier périodiquement le bon état de l'ensemble des installations.

L'exploitant ne dispose pas d'un registre dans lequel seraient consignées ces vérifications.

L'exploitant ne dispose pas de consignes concernant les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection.

Le bon fonctionnement des alarmes dans la galerie des pompes, de la pompe, de la sonde pH et le branchement de la pompe ne sont pas vérifiés régulièrement et notés dans un registre.

Les consignes concernant les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance n'existent pas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir la liste des alarmes critiques, des vérifications à effectuer, et réaliser ces vérifications et le test de ces alarmes régulièrement. Des consignes doivent être établies et un registre mis en place.

En particulier, par exemple, la sonde pH qui était ensablée est la dernière barrière de sécurité et doit à ce titre faire l'objet d'une vérification régulière.

Suite à ce constat, il est proposé au Préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 2 mois d'établir cette consigne et de mettre en place le registre correspondant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

Description de l'événement

Lors de la décontamination des bains de traitement (vidange des cuves, nettoyage de pièces, remplissage des cuves, ...), les bâches de rejet ont débordé dans une zone de la galerie des pompes. Cette galerie est séparée en 2 avec un muret isolant ainsi la zone de repompage de la nappe sous-terrainne.

Les alarmes de niveau dans la galerie ayant dysfonctionné (technique et humain) et la pompe de reprise ayant été débranchée, le liquide est passé au-dessus du muret dans la zone de repompage de la nappe sous-terrainne.

Ce liquide a été pompé et envoyé vers un collecteur dans lequel il y a une sonde pH. Cette sonde permet soit d'envoyer dans les eaux pluviales soit de collecter et de traiter en interne. Cette sonde n'ayant pas fonctionné, le liquide est allé dans le réseau d'eaux pluviales.

Les différents dysfonctionnements ont été constatés à 6H du matin et corrigés dans la foulée : déclenchement du pollustop et reprise dans notre station de traitement des effluents.

Le liquide est essentiellement de l'eau avec de l'acide sulfurique, de l'eau oxygénée et du biocide. A 7H, le pH mesuré était égal à 3.

Le remplissage de la bâche de rejets a été forcé pour vidanger les cuves plus rapidement lors du nettoyage (décontamination).

Lors de cette opération, il est nécessaire de vérifier qu'elles ne débordent pas et que si elles débordent qu'elles soient dirigées vers notre station de traitement.

Une pompe de reprise de liquide de la galerie des pompes était débranchée.

Une première alarme de dépassement de niveau (gyrophare) dans la galerie des pompes n'a pas fonctionné. Une deuxième alarme a fonctionné (affichage d'un défaut à la supervision) mais n'a pas été vue par le pilote, ni la maintenance avant 6H du matin. Le défaut est apparu à 0H31 puis s'est répété. Le déversement vers le collecteur d'eaux pluviales ne s'est pas produit avant 2H30 du matin.

Il y a eu ensuite un dysfonctionnement de la sonde pH du collecteur qui permet de renvoyer les liquides dans notre station de traitement interne si le pH est inférieur à 5,5. Ainsi, le liquide ne s'est pas dirigé dans notre station mais dans le réseau d'eaux pluviales.

Conséquences

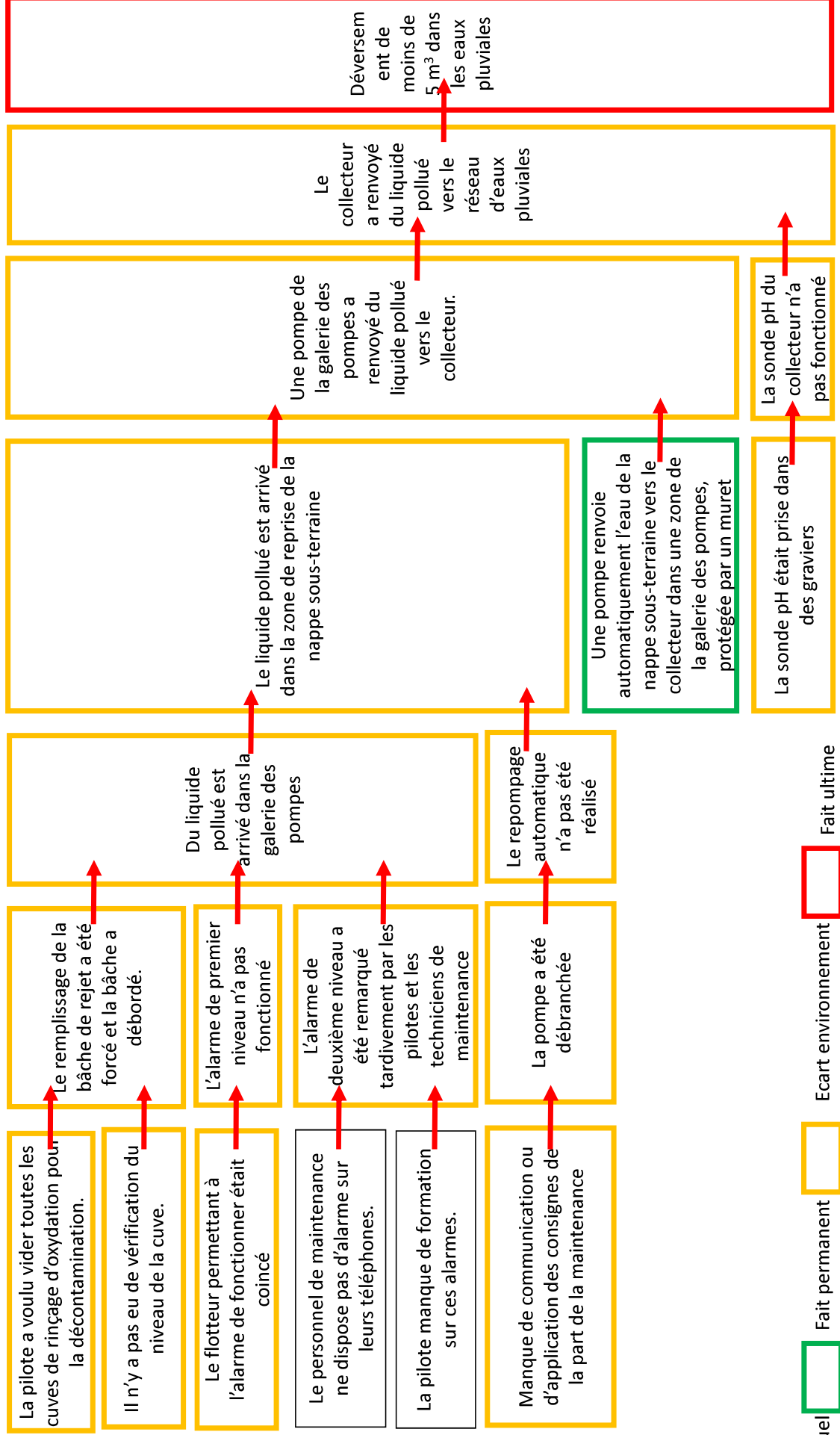
Pollution des eaux pluviales. Quantité < 5 m³

Aucune conséquence humaine.

Mesures conservatoires

Déclenchement du pollustop pour couper réorienter l'eau vers notre station de traitement des eaux interne.

Arbre des causes :



Code couleur:



Fait inhabituel



Fait permanent



Ecart environnement



Fait ultime

Plan d'actions :

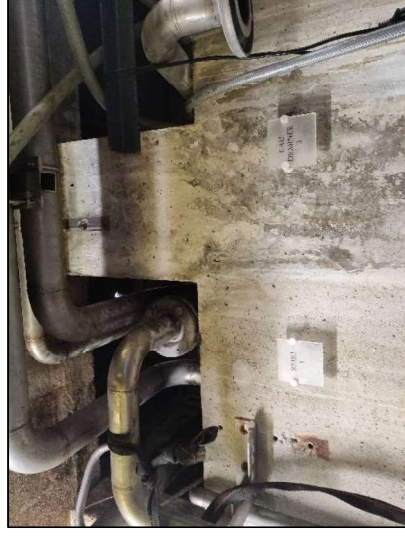
N°	Causes profondes	Type	Actions	Pilote	Délai	Statut
1	Le flotteur permettant à la première alarme de fonctionner était coincé.	T	Modification du niveau de la première alarme (déplacement du flotteur).	FERRANTE Mickaël	25/03/2024	Réalisé
2	Manque de visibilité des alarmes par la maintenance et les pilotes	T	Mettre les alarmes sur les écrans de supervisions de pilote. Faire remonter les alarmes sur les téléphones des techniciens de maintenance.	BESSON Christophe	30/03/2024	A faire
		H	Former les pilotes à la prise en compte des alarmes.	DESENNE Patricia	30/03/2024	A faire
3	La sonde pH n'a pas fonctionné.	T	Déterminer un système de vérification optimale de contrôle de l'eau en sortie vers le réseau d'eaux pluviales et assurer un contrôle interne périodique plus efficace.	LEVEILLE Cédric	30/04/2024	A faire
4	Le fil de la pompe automatique de la galerie des pompes était débranché.	T	Mettre en place une prise spécifique pour cette pompe.	DEL ROSSO Jocelyn	30/04/2024	A faire
5	Le remplissage de la bache de rejet a été forcé et la bache a débordé.	H	Réviser la procédure de nettoyage en interdisant le forçage de remplissage de la bache de rejet et en décrivant la bonne procédure à appliquer (déversement des rinçages dans la fosse sous U7/U8).	JAMET Morgane	30/04/2024	A faire

Illustrations

Galerie des pompes



La bache de rejet 1 (ou la bache de rejet 2) a débordé (lors de la décontamination) et le liquide est tombé dans la galerie des pompes.

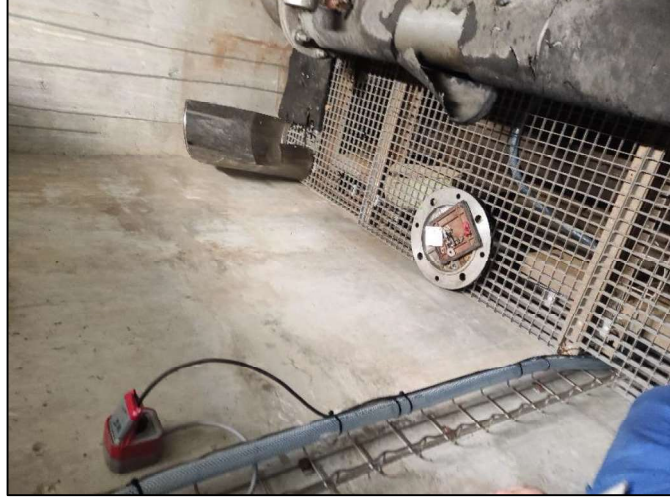


Pompe de relevage

Elle pompe automatiquement le liquide au fond de la galerie des pompes (3,5 m³ par heure).

Elle sert à vider le liquide de la fosse et à l'envoyer vers la fosse neutrale.

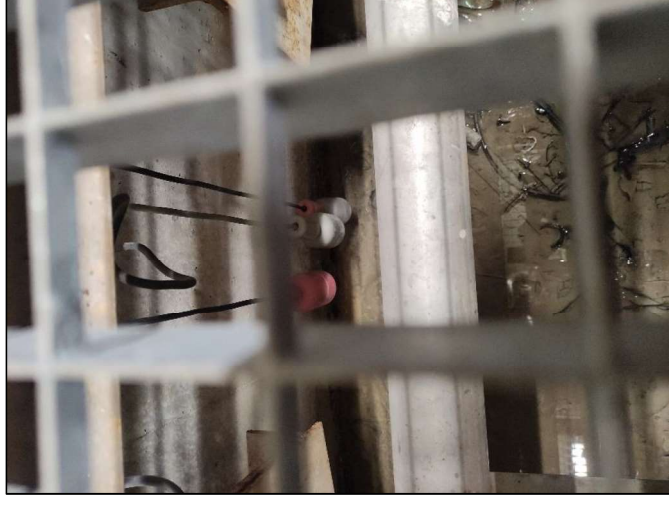
Elle ne l'a pas fait le jour de l'événement car la prise était débranchée.



Le liquide est monté mais les alarmes n'ont pas permis d'agir sur l'événement.

La première alarme (gyrophare) n'a pas fonctionné car le flotteur n'était pas bien placé.

La deuxième alarme a fonctionné mais elle n'a pas été prise en compte.



<p>Un barrage est présent dans la galerie des fosses pour éviter les pollutions. Il n'a pas empêché la pollution : le liquide pollué arrivé dans la galerie des pompes est passé par-dessus ce barrage.</p>		<p>Une pompe (pompe de reprise) reprend les eaux souterraines pour les renvoyer vers le réseau d'eaux pluviales</p>				<p>La sortie des eaux pluviales est contrôlée par une sonde pH. Si la sonde détecte un pH inférieur à 5,5, le liquide est envoyé en fosse neutrale.</p>	<p>Réseau d'eaux pluviales</p>	<p>La sonde pH n'a pas fonctionné car elle était dans les graviers</p>		
---	---	---	---	--	---	---	--------------------------------	--	--	---